

Wikileaks

29 May 2019 ([here](#); also see [there](#))

WikiLeaks has grave concerns about the state of health of our publisher, Julian Assange, who has been moved to the health ward of Belmarsh prison. Mr Assange's health had already significantly deteriorated after seven years inside the Ecuadorian embassy, under conditions that were incompatible with basic human rights. The United Nations twice found him to have been arbitrarily detained and called on the United Kingdom to honor its commitments under international law and free him. The UK's refusal to abide by UN rulings, and its subsequent treatment of Mr. Assange since his arrest, presents serious questions about the UK's standing as a human rights-abiding nation.

In his last year in the embassy, as the US finalized its extraditions plans, Julian Assange was, at the bequest of US authorities, totally isolated and gagged - a situation designed to make his life as hard as possible.

During the seven weeks in Belmarsh his health has continued to deteriorate and he has dramatically lost weight. The decision of prison authorities to move him to the health ward speaks for itself.

We strongly condemn the refusal by the Swedish court to postpone a hearing on 3rd June on the basis of Mr Assange's health condition. Defense lawyer for Assange, Per Samuelson said that Julian Assange's health state last Friday was such "that it was not possible to conduct a normal conversation with him".

Tomorrow, May 30, there is a formal hearing in Westminster Court on the Extradition request by the Trump administration. The initial U.S. warrant has been expanded to include a life sentence or potential death penalty under the Espionage Act, announced last week in the superseding indictment which disclosed 17 additional charges, bringing the potential sentence to 175 years in prison. The indictments have been widely condemned by free press organizations as the most serious attack against publishing activities in modern times -- the Trump administration in essence criminalizes the very act of journalism. The indictment utilises the archaic Espionage Act of 1917 to indict a publisher for the first time in history--in an unprecedented escalation of the Trump administration's war on the free press.

Kristinn Hrafnsson, WikiLeaks editor-in-chief:

"Julian's case is of major historic significance. It will be remembered as the worst attack on press freedom in our lifetime. The People need to voice their condemnation; it is their politicians, their courts, their police and their prisons that are being abused in order to leave this black stain on history. Please act now to avert this shame".

(billet de) **Wikileaks**

WikiLeaks est très préoccupé par l'état de santé de notre éditeur, Julian Assange, qui a été transféré au service de santé de la prison de Belmarsh. L'état de santé de M. Assange s'est déjà considérablement détériorée après sept ans à l'ambassade de l'Équateur, dans des conditions incompatibles avec les droits basiques de l'être humain. À deux reprises, les Nations unies ont conclu qu'il avait été détenu arbitrairement et ont demandé au Royaume-Uni d'honorer ses engagements en vertu du droit international et de le libérer. Le refus du Royaume-Uni de se conformer aux décisions de l'ONU et le traitement qu'il a réservé à M. Assange depuis son arrestation soulèvent de sérieuses questions quant au statut du Royaume-Uni en tant que nation respectueuse des droits de la personne.

Au cours de sa dernière année à l'ambassade, alors que les États-Unis finalisaient leurs plans d'extradition, Julian Assange était, à la demande des autorités américaines, totalement isolé et attaché - une situation conçue pour lui rendre la vie aussi difficile que possible.

Pendant les sept semaines passées à Belmarsh, son état de santé a continué de se détériorer avec une perte de poids dramatique. La décision des autorités pénitentiaires de le transférer au service de santé parle d'elle-même.

Nous condamnons fortement le refus de la cour suédoise de reporter une audience le 3 juin sur la base de l'état de santé de M. Assange. Per Samuelson, avocat de la défense d'Assange, a déclaré que l'état de santé de Julian Assange vendredi dernier était tel "qu'il n'était pas possible de mener une conversation normale avec lui".

Demain, le 30 mai, se tient une audience formelle à la Cour de Westminster sur la demande d'extradition de l'administration Trump. Le mandat d'arrêt américain initial a été élargi pour inclure une peine d'emprisonnement à perpétuité ou la peine de mort potentielle en vertu de la Loi sur l'espionnage, annoncée la semaine dernière dans l'acte d'accusation qui l'a remplacé et qui contient 17 accusations supplémentaires, portant la peine potentielle à 175 ans de prison. Ces actes d'accusation ont été largement condamnés par les organisations de défense de la liberté de la presse comme étant l'attaque la plus grave contre les activités de publication des temps modernes - l'administration Trump fondamentalement criminalise l'acte même de faire du journalisme. L'acte d'accusation se sert d'une loi archaïque sur l'espionnage de 1917 pour inculper pour la première fois dans l'histoire un éditeur, dans une escalade sans précédent de la guerre de l'administration Trump contre la presse libre.

Kristinn Hrafnsson, rédacteur en chef de WikiLeaks :

"L'affaire Julian est d'une importance historique majeure. On se souviendra de cette attaque comme de la pire atteinte à la liberté de la presse de notre vivant. Le peuple doit exprimer sa condamnation ; ce sont ses politiciens, ses tribunaux, sa police et ses prisons qui sont abusivement employés pour laisser cette tache noire sur l'histoire. Agissez maintenant pour faire cesser cette honte".